

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Nazareth, 1re division

Trois parcelles de terrain, d'une superficie totale de 234,33 m², cadastrée section E, sans numéro, situées le long des n^{os} 256 a, 257 b, 258 a, tenant à Moeykens, Firmin-De Scheerder, Godelieve; à Moeykens-Van Durme, Leo, la veuve et enfants et à l'Etat belge.

Plan de secteur : zone de service.

Prix : 7 000 francs, outre les frais.

Les réclamations ou les offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis au premier Comité d'acquisition, Gebroeders Van Eyckstraat 8, 9000 Gand (tel. 091/25 24 30).

Référence : V.E3/44048/031.

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines

Publications prescrites par l'article 770 du Code civil

Succession en déshérence de Randolet, Léopold Albert Ghislain

Randolet, Léopold Albert Ghislain, célibataire, pensionné, né à Falmagne le 29 juin 1906, domicilié à Falmagne, route de Beauraing 45, est décédé à Falmagne le 4 décembre 1983, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Dinant a, par ordonnance du 23 juillet 1984, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Arlon, le 29 août 1984.

Le directeur régional a.i. de l'Enregistrement,
V. Reiland

Succession en déshérence de Vanheupen, Josephina Maria

Vanheupen, Josephina Maria, veuve de Martinus Ludovicus Janssens, née à Anvers le 26 juillet 1908, sans profession, domiciliée à Anvers, Handelsteeg 26, est décédée à Anvers le 11 avril 1983, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Anvers a, par jugement du 14 août 1984, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 30 août 1984.

Le directeur régional de l'Enregistrement f.f. à Anvers,
J. Van Overloop

De Belgische Staatvoornemen uit de hand te verkopen :

Gemeente Nazareth, 1e afdeling

Drie perceeljes grond, samen groot 234,33 m², gekadastréerd sectie E, zonder nummer, gelegen langheen de nrs. 256 a, 257 b, 258 a, palende aan Moeykens, Firmin-De Scheerder, Godelieve; aan Moeykens-Van Durme, Leo, de weduwe en kinderen en aan de Belgische Staat.

Gewestplan : dienstverleningsgebied.

Prijs : 7 000 frank, buiten de kosten.

De bezwaren of hogere biedingen dienen te worden overgemaakt, binnen een maand van dit bericht aan het eerste Comité tot aankoop, Gebroeders Van Eyckstraat 8, 9000 Gent (tel. 091/25 24 30).

Verwijzing : V.E3/44048/031.

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen

Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek

Erfloze nalatenschap van Randolet, Léopold Albert Ghislain

Randolet, Léopold Albert Ghislain, ongehuwd, gepensioneerde, geboren te Falmagne de 29e juni 1906, wonende te Falmagne, route de Beauraing 45, is overleden te Falmagne de 4e december 1983, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Dinant, bij beschikking van 23 juli 1984, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Aarlen, 29 augustus 1984.

De wn. gewestelijke directeur der Registratie,
V. Reiland

Erfloze nalatenschap van Vanheupen, Josephina Maria

Vanheupen, Josephina Maria, weduwe van Martinus Ludovicus Janssens, geboren te Antwerpen de 26e juli 1908, zonder beroep, wonende te Antwerpen, Handelsteeg 26, is overleden te Antwerpen de 11e april 1983, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, bij vonnis van 14 augustus 1984, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Antwerpen, 30 augustus 1984.

De wn. gewestelijke directeur der Registratie, te Antwerpen,
J. Van Overloop

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

28 FEVRIER 1985. — Circulaire ministérielle relative à l'application aux institutions universitaires de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprise

Articles de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 qui doivent être adaptés

Article 1er.

Le chef d'entreprise

Les niveaux auxquels l'information doit être fournie :

1. L'unité technique d'exploitation

L'application aux institutions universitaires

Le président du conseil d'administration ou son délégué, qui l'engage.

A savoir, d'une part de l'institution académique, c'est-à-dire l'entité (les entités) où sont concentrées les activités d'enseignement et de recherche tant financées par le patrimoine que par l'Etat (subventions de fonctionnement) et, d'autre part, des hôpitaux universitaires.

2. L'entité juridique
- A savoir, l'institution universitaire dans son ensemble.
Il est à noter que les hôpitaux universitaires peuvent éventuellement constituer une entité juridique distincte.
Les informations à fournir sont décrites dans la circulaire ministérielle relative à l'application du présent arrêté royal au secteur des hôpitaux.
3. L'entité économique et financière
- L'ensemble des entités qui dépendent directement de l'institution universitaire comme l'entité juridique, ainsi que l'ensemble des entités, entreprises ou services qui exercent une influence fondamentale et durable sur ses décisions et avec lequel elle entretient des relations économiques du chef de l'une ou l'autre de ses missions.
4. Le sous-ensemble
- La prise en considération de sous-ensembles dépend d'une décision du conseil d'entreprise, compte tenu de critères tels que l'existence d'un budget ou d'un financement propre, l'autonomie, la gestion propre,...

L'INFORMATION DE BASE

Art. 5. *Le statut.*

1. La forme juridique
2. Les statuts
4. Les moyens de financement...
5. Conventions et accords...

Pour une bonne compréhension des statuts proprement dits, il y a lieu de tenir compte de la législation spécifique sur les institutions universitaires, leur patrimoine, leur financement.

A savoir, un aperçu des fonds propres, des revenus du patrimoine ventilés par sous-ensemble, des aides accordées par le secteur privé, ainsi que des relations économiques et financières avec d'autres entités.

Existence de conventions et d'accords qui, soit séparément, soit ensemble ont des conséquences fondamentales et durables sur l'existence de l'institution universitaire. Nature de ces conventions et accords.

Art. 6. *La position concurrentielle*

1. Les principaux concurrents...
3. Les débouchés
6. Eléments permettant de se faire une idée générale de la commercialisation
7. Les données comptables relatives au chiffre d'affaires et son évolution sur cinq ans
8. Un aperçu des prix de revient et de vente unitaires...
9. La position sur le marché...

Liste des établissements d'enseignement universitaire et d'enseignement supérieur non universitaire délivrant des diplômes équivalents et du même rôle linguistique.

Un aperçu du nombre d'étudiants belges et étrangers inscrits, permettant d'établir un lien entre l'évolution démographique et le nombre d'inscriptions.

Informations permettant de se faire une idée générale de la politique et des moyens financiers consacrés à la réalisation, en matière de recrutement, de publicité, d'information sur l'institution et de relations avec le public.

Données comptables relatives à toutes les recettes, fournies en séries chronologiques portant sur cinq ans et ventilées par sous-ensemble.

Un aperçu commenté des prix de revient réels et forfaitaires par étudiant, par orientation et par cycle, ainsi que l'évolution de ces prix ou un aperçu du prix de revient consenti par l'Etat par étudiant, ainsi que son évolution.

A savoir, les données statistiques relatives au nombre d'étudiants dans les différentes institutions universitaires, ventilées par orientation d'études.

Art. 7. *La production et la productivité*

1. L'évolution de la production exprimée en... nombre, ... ainsi qu'en valeur et en valeur ajoutée
2. L'utilisation de la capacité économique de production...
3. L'évolution de la productivité

Les informations prévues sous cet article doivent porter sur les cinq dernières années et doivent, le cas échéant, être fournies par sous-ensemble.

Ces données comprennent :

1. un aperçu du nombre d'étudiants, par orientation d'études, et un aperçu du nombre d'étudiants subsidiés ou non-subsidiés, par faculté;

2. des informations sur la recherche scientifique (rapport du conseil de la recherche scientifique);

3. des résultats mesurables du service social envers les étudiants et envers des tiers.

Il y a lieu de fournir des données sur le nombre d'étudiants par rapport à la capacité de l'institution, sur le cadre théorique du personnel et sur son taux d'occupation réel,...

Evolution des différentes catégories de personnel, illustrée par les ratios tels que :

- nombre d'étudiants par rapport au nombre de travailleurs;
- nombre d'étudiants par rapport au nombre d'enseignants;
- nombre d'heures d'enseignement prestées par rapport au nombre d'enseignants.

Art. 8. *Les comptes annuels*

1. Un commentaire explicatif du plan comptable utilisé

Il y a lieu de tenir compte de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 fixant les éléments constitutifs des recettes et des dépenses du patrimoine des institutions universitaires,...

Art. 10. *Les frais de personnel*

Moyennant l'accord du conseil d'entreprise, les rémunérations du personnel peuvent être ventilées comme suit :

- corps professoral;
- corps scientifique;
- personnel administratif;
- personnel technique;
- personnel de gestion;
- personnel spécialisé;
- personnel paramédical;
- personnel de direction.

Art. 12. *La recherche scientifique*

... la politique suivie et envisagée en la matière.
... sur les moyens mis en œuvre, les personnes et institutions chargées de la recherche...

Ces informations comprennent l'ensemble de la recherche scientifique, tant pour le compte de l'institution elle-même que pour le compte de tiers.

INFORMATION ANNUELLE

Art. 17.

2. Un exemplaire du...

Si des modifications sont apportées aux comptes, provisoires (par l'autorité de tutelle, la Cour des Comptes,...) elles doivent être communiquées le plus rapidement possible au conseil d'entreprise et accompagnées des commentaires nécessaires.

Art. 19 et art. 20

Les informations à fournir conformément à l'art. 19 et à l'art. 20 doivent être ventilées tant pour le budget ordinaire ou le fonctionnement que pour le budget du patrimoine et le budget d'investissements.

Le ministre des Affaires économiques,
M. Eyskens.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

28 FEBRUARI 1985. Ministeriële omzendbrief over de toepassing van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden in de universitaire instellingen

Artikelen koninklijk besluit 27 november 1973
die een aanpassing vergen

Toepassing in de universitaire instellingen

Artikel 1.

Het ondernemingshoofd

De voorzitter van de raad van beheer of zijn afgevaardigde, die hem bindt.

De niveau's waarop de informatie dient te worden verstrekt :

1. De technische bedrijfseenheid

Dit is enerzijds de academische inrichting, d.w.z. de entiteit(en) waarin zowel door het patrimonium als door de staat (werkingsstoe-lagen) gefinancierde onderwijs- en onderzoeksactiviteiten geconcentreerd zijn, en, anderzijds, de academische ziekenhuizen.

2. De juridische entiteit

Dit is de universitaire instelling in zijn geheel.
Op te merken valt dat de academische ziekenhuizen eventueel een aparte juridische entiteit kunnen vormen.

3. De economische en financiële entiteit

De te verstrekken inlichtingen zijn omschreven in de ministeriële omzendbrief betreffende de toepassing van onderhavig koninklijk besluit in de sector ziekenhuizen.

4. Het onderdeel

Het geheel van de entiteiten die rechtstreeks afhangen van de universitaire instelling als juridische entiteit, en het geheel van entiteiten, ondernemingen of diensten, die een fundamentele en duurzame invloed uitoefenen op haar beslissingen en waarmee ze economische betrekkingen heeft uit hoofde van een van haar taken.

Het al of niet beschouwen van onderdelen hangt af van een beslissing van de ondernemingsraad, rekening houdend met criteria zoals eigen budget of financiering, zelfstandigheid, eigen beheer,...

BASISINFORMATIE

Art. 5. *Statuut*

1. De rechtsvorm

2. De statuten

Naast de statuten dient rekening gehouden te worden met de specifieke wetgeving in verband met de universitaire instellingen, hun patrimonium, hun financiering,... om een goed begrip van de eigenlijke statuten te verzekeren.

4. De financieringsmiddelen...

Dit omvat een overzicht van de eigen middelen, inkomsten van het patrimonium naar onderdeel, privé-steunverlening, leningen, evenals de financiële en economische betrekkingen met andere entiteiten.

5. Overeenkomsten en akkoorden..

Bedoeld wordt het bestaan en de aard van de overeenkomsten en akkoorden die, hetzij afzonderlijk hetzij in hun totaliteit, een blijvende en duurzame weerslag hebben op het bestaan van de universitaire instelling.

Art. 6. Concurrentiepositie

1. De voornaamste... concurrenten
3. De afzetgebieden
6. Elementen die moeten toelaten een algemeen inzicht te krijgen in de wijze waarop de produkten gecommmercialiseerd worden
7. De boekhoudkundige gegevens in verband met de omzet, en zijn evolutie over vijf jaar
8. Een overzicht van de kostprijzen en verkoopprijzen per eenheid,...
9. De marktpositie...

Lijst van de instellingen van het universitaire en hoger niet-universitaire onderwijs welke gelijkwaardige diploma's afleveren en tot dezelfde taalrol behoren.

Een overzicht van het aantal ingeschreven Belgische en vreemde studenten, ten einde een verband te kunnen leggen tussen de demografische ontwikkeling en het aantal inschrijvingen.

Inlichtingen die het mogelijk maken een algemeen inzicht te krijgen in het beleid en de eraan bestede financiële middelen met betrekking tot recluering, propaganda, informatie over de inrichting en betrekkingen met het publiek.

Boekhoudkundige gegevens over alle ontvangsten in tijdreeksen van vijf jaar, eventueel uitgesplitst per onderdeel.

Een gecommentarieerd overzicht van de reële en forfaitaire kostprijs per student, per studierichting en per cyclus, met zijn evolutie, of een overzicht van de door de staat toegekende kostprijs per student, met zijn evolutie.

Bedoeld worden statistische gegevens omtrent het aantal studenten in de verschillende universitaire instellingen, uitgesplitst naar studierichting.

Art. 7. Productie en produktiviteit

1. De evolutie van de produktie, uitgedrukt in... getal,... evenals in waarde en toegevoegde waarde
2. De aanwending van de economische produktiecapaciteit...
3. De evolutie van de produktiviteit

De in dit artikel bedoelde inlichtingen dienen voor de laatste vijf jaar verstrekt te worden en moeten eventueel per onderdeel verschaft worden.

Deze gegevens omvatten :

1. een overzicht van het aantal studenten, per studierichting, en een overzicht van het aantal subsidieerbare en niet-subsidieerbare studenten per faculteit;
2. inlichtingen over het wetenschappelijk onderzoek (verslag van de raad voor wetenschappelijk onderzoek);
3. meetbare resultaten van de sociale dienstverlening aan de studenten en aan derden.

Hier dienen gegevens verstrekt over het aantal studenten ten opzichte van de opvangcapaciteit, de theoretische personeelsformatie en de werkelijke bezetting ervan,...

De evolutie van de verschillende categorieën personeel, toegelicht met ratio's, zoals :

- aantal studenten t.o.v. aantal werknemers;
- aantal studenten t.o.v. aantal lesgevers;
- aantal gepresteerde lessen t.o.v. aantal lesgevers.

Art. 8. Jaarrekeningen

1. Een verklarende commentaar van het gebruikte rekeningenstelsel

Dit dient te gebeuren rekening houdend met de wet van 27 juli 1971 op de financiering van de universiteiten, het koninklijk besluit van 8 april 1976 inzake de patrimoniumrekening,...

Art. 10. Personeelskosten

Mits het akkoord van de ondernemingsraad kunnen de vergoedingen van het personeel als volgt uitgesplitst worden :

- professoren corps;
- wetenschappelijk corps;
- administratief personeel;
- technisch personeel;
- beheerspersoneel;
- gespecialiseerd personeel;
- paramedisch personeel;
- directiepersoneel.

Art. 12. Wetenschappelijk speurwerk

- ... op het terzake gevoerde en in het vooruitzicht gestelde beleid,
- ... over de aangewende middelen, de personen en instellingen gelast met het speurwerk...

Deze inlichtingen omvatten het geheel van het wetenschappelijk onderzoek, zowel in eigen opdracht als voor derden.

JAARLIJKSE INFORMATIE**Art. 17.**

2. Een exemplaar van...

Indien aan de voorlopige rekeningen wijzigingen worden gebracht (door de toezichhoudende overheid, het Rekenhof...) zullen deze ten spoedigste aan de ondernemingsraad worden medegedeeld, met de nodige commentaar.

Art. 19 en art. 20.

De gegevens te verstrekken overeenkomstig art. 19 en art. 20 dienen te worden uitgesplitst zowel voor de gewone of werkingsbegroting, de patrimoniumbegroting als de begroting betreffende de investeringen.

De Minister van Economische Zaken,
M. Eyskens.